LE CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC

Hiver 2000-2001

Rapport préparé pour

Le Conseil du Patronat du Québec

Mars 2001

012019rap-2

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

- **Contexte et objectifs……..….. 3**
- **Méthodologie……...…… 4**
- **Sommaire des résultats……..…… 6**
- **Analyse des résultats:**
  1. Évaluation de la situation au Québec…….…….…… 11
  2. Le fardeau fiscal des Québécois……..……. 22
  3. La création d'emploi au Québec et l'industrie québécoise…… 30
  4. Formation de la main-d'œuvre et éducation de la relève…….. 35
  5. Opinion sur diverses mesures gouvernementales proposées..……..…..…..…… 38
  6. Appartenance syndicale et attitude à l'égard de la syndicalisation……... 41
- **Profil des répondants……..…… 45**

ANNEXES : base administrative, questionnaire avec résultats et tableaux statistiques (les annexes sont présentées dans un document distinct)

CONTEXTE ET OBJECTIFS

- Le Conseil du Patronat du Québec a mandaté la firme CROP inc. afin de réaliser une étude visant à sonder l'opinion publique sur divers sujets concernant le climat socio-économique actuel au Québec. Le sondage a été réalisé du 15 février au 6 mars 2001.

- Ce rapport présente les données relatives à deux sondages distincts. En effet, un des principaux objectifs de cette étude était de comparer les résultats obtenus chez deux populations spécifiques, soit le grand public et les membres du CPQ. Les questionnaires utilisés pour chacune de ces deux études étant identiques à quelques détails près[1], la comparaison entre les deux populations se veut donc fort efficace.

- Dans le cas où des données provenant d'études antérieures étaient existantes, une évolution de l'opinion du grand public est présentée.

- Le climat socio-économique au Québec a été évalué selon les aspects suivants :

  - évaluation de la situation tant économique que politique, au Québec et au Canada;
  - le fardeau fiscal des Québécois;
  - la création d'emploi au Québec et l'industrie québécoise;
  - formation de la main-d'œuvre et éducation de la relève;
  - opinion sur diverses mesures interventionnistes du gouvernement du Québec;
  - opinion sur diverses mesures gouvernementales qui pourraient être adoptées;
  - appartenance syndicale et attitude à l'égard de la syndicalisation.

[1] Voir les deux questionnaires en annexe

MÉTHODOLOGIE

- Le présent rapport présente les données associées à deux études distinctes. La première visant le *grand public* et la seconde, les *membres du CPQ.* Les entrevues, pour chacune des deux études, ont été effectuées à partir du centre d'appels de CROP à Montréal entre le 15 février et le 6 mars 2001.

- Les répondants, dans le cadre du sondage *grand public*, ont été choisis à l'aide d'une grille de sélection aléatoire parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans les ménages sélectionnés et aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. Aucune substitution de ménage ou de personne n'était permise. L'échantillon de ménages a été tiré selon la méthode « probabiliste » des listes publiées des abonnés du téléphone de l'ensemble du Québec. Pour les fins du sondage, le Québec a été subdivisé en deux régions : Montréal métro et la province.

- Les résultats du sondage auprès de la population reposent sur 500 entrevues téléphoniques. Lors de leur compilation, les résultats ont été pondérés sur la base des statistiques de recensement de 1996, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la langue d'usage et la région de résidence des répondants. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=500) est précis à 4,38 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque que les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

- Les résultats du sondage effectué auprès des *membres du Conseil du Patronat* reposent sur 100 entrevues réalisées auprès des membres du CPQ, à partir d'une liste de 370 membres fournie par le CPQ. La marge d'erreur maximale applicable à cette portion de l'étude s'élève à 8,4 %, 19 fois sur 20.

MÉTHODOLOGIE (suite)

Lecture des résultats

- Ce rapport comporte un sommaire des résultats qui résume l'ensemble des données relatives aux grand public ainsi qu'aux membres du CPQ. L'analyse des résultats est, quant à elle, présentée sous forme de graphiques illustrant les résultats associés à ces deux groupes. Lorsque c'est pertinent, certains de ces graphiques sont accompagnés de commentaires qui relatent les divergences d'opinion entre les différents sous-groupes de l'échantillon grand public.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Climat général

- La majorité des répondants du sondage (64 %) grand public estiment que ça va bien au Québec, ce qui constitue une hausse comparativement à l'étude réalisée en janvier 2000, alors que 56 % des répondants étaient de cet avis.

- Plus de sept répondants sur dix (72 %) sont d'avis que les conditions économiques actuelles sont bonnes au Québec. La majorité d'entre eux croient que la situation va demeurer la même (64 %) alors que 20 % pensent qu'elle va se détériorer au cours des prochains mois.

- Plus de la moitié (53 %) des Québécois considèrent mauvais le contexte politique actuel au Québec. Par ailleurs, plus d'un répondant sur quatre (27 %) juge que la situation va aller en se détériorant dans les six prochains mois. La situation politique canadienne est vue plus positivement, 64 % des répondants la qualifiant de bonne comparativement à 55 % lors de la dernière étude.

- Les membres du CPQ ont une opinion nettement plus positive en ce qui à trait au climat général. La très grande majorité d'entre eux estiment que ça va bien au niveau de la situation générale (91 %), des conditions économiques (97 %) et du contexte politique canadien (90 %). En fait, le contexte politique québécois est l'aspect qui est le moins bien évalué, 58 % des membres du CPQ disent croire que la situation actuelle est bonne à ce sujet.

- Cependant, ils sont pessimistes quant à l'avenir puisque plusieurs d'entre eux croient que les conditions économiques (54 %) ainsi que le contexte politique québécois (41 %) vont se détériorer au cours des six prochains mois.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS (suite)

Le fardeau fiscal des Québécois

- La moitié des répondants de cette enquête sont d'avis que le pouvoir d'achat des Québécois a diminué au cours des dix dernières années. Cette proportion est encore plus importante chez les membres du CPQ (62 %). Seulement un répondant sur cinq (20 %) a vu une augmentation au cours de cette période. On s'accorde aussi pour dire que la classe moyenne est celle qui, de plus en plus, supporte le fardeau fiscal au Québec.

- On constate un vif intérêt quant aux mesures proposées afin d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages. Une très forte majorité de répondants se disent tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec des mesures proposant une « plus saine gestion des dépenses publiques » (grand public : 92 %, membres du CPQ: 94 %), une « diminution des impôts des particuliers » (grand public : 90 %, membres du CPQ: 96 %) ou une « diminution sévère des dépenses de la fonction publique » (grand public : 74 %, membres du CPQ : 89 %).

La création d'emploi au Québec et l'industrie québécoise

- La perception des répondants à l'égard du groupe qui fait le plus d'efforts dans la création d'emploi au Québec est très similaire à celle de l'an passé. L'entreprise privée prend aisément le premier rang (grand public : 69 %, membres du CPQ : 88 %) suivie, loin derrière par le gouvernement (grand public :11 %, membres du CPQ : 5 %) et les syndicats (grand public : 9 %; membres du CPQ : 4 %).

- Selon les répondants, deux facteurs nuisant à la création d'emploi au Québec se démarquent des neuf proposés: les « tiraillements entre le gouvernement fédéral et provincial » (grand public : 72 %, membres du CPQ : 71 %) et la « pénurie de main d'œuvre qualifiée » (grand public : 68 %, membres du CPQ : 83 %). Les membres du CPQ considèrent majoritairement que les « lois actuelles du travail » (72 %) ainsi que le « taux d'imposition des entreprises » (70 %) constituent un frein important à la création d'emploi au Québec (grand public : respectivement 41 % et 55 %).

SOMMAIRE DES RÉSULTATS (suite)

- Plus de la moitié des répondants (grand public : 55 %, membres du CPQ : 68 %) perçoivent les industries québécoises comme aussi productives que les industries ontariennes. Cependant, un Québécois sur quatre (grand public : 25 %, membres du CPQ : 23 %) les considèrent comme étant moins productives. Par ailleurs, plus de trois répondants sur quatre (78 %) seraient en accord avec l'abolition graduelle de la taxe sur le capital afin de rendre les industries québécoises plus productives. Notons que l'intérêt pour cette proposition est encore plus marqué chez les membres du CPQ (94 %).

Formation de la main-d'œuvre et éducation de la relève

- Les mesures proposées visant à améliorer la formation et l'éducation de la future-main d'œuvre sont généralement bien reçues par les répondants. Les mesures suscitant le plus d'intérêt sont : « donner plus d'autonomie au système d'éducation publique et privée » (grand public : 87 %, membres du CPQ : 88 %), « soumettre les professeurs à des critères de compétence plus rigoureux » (grand public : 80 %, membres du CPQ : 95 %) et « soumettre les élèves à des critères de réussite plus élevés » (grand public : 76 %, membres du CPQ : 92 %). Le « financement des écoles en fonction du taux de réussite des élèves » (grand public : 45 %, membres du CPQ : 57 %) constitue la mesure avec laquelle les répondants se disent le moins en accord.

Opinions au sujet de diverses mesures gouvernementales proposées

- Les mesures gouvernementales proposées qui touchent particulièrement les répondants sont liées au développement des entreprises privées : « favoriser le développement des PME » (grand public : 94 %, membres du CPQ : 93 %), « favoriser la création d'entreprises privées » (grand public : 90 %, membres du CPQ : 90 %) et « subventions aux entreprises en haute technologie » (grand public : 76 %, membres du CPQ : 74 %). La population est aussi fortement en faveur de la « privatisation de certaines sociétés d'État » (membres du CPQ : 74 %) et « des services non essentiels » (ex. : les services alimentaires dans les hôpitaux, les écoles) [membres du CPQ : 88 %]. « L'implantation de nouvelles sociétés d'État » est la mesure qui suscite le moins d'intérêt autant chez le grand public (40 %), que chez les membres du CPQ (5 %).

SOMMAIRE DES RÉSULTATS (suite)

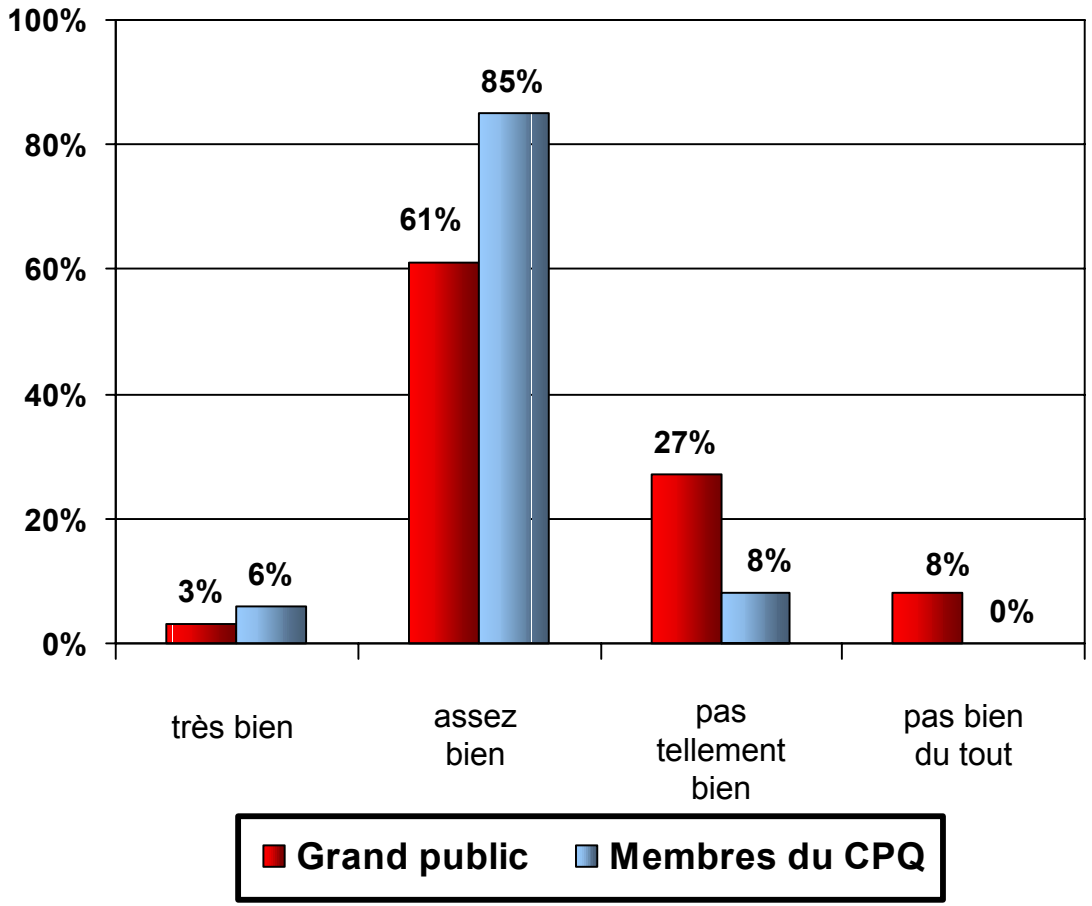
Appartenance syndicale et attitude à l'égard de la syndicalisation

- Le taux de syndicalisation chez les travailleurs interrogés s'établit à 34 %, alors que ce taux s'élevait à 29 % en janvier 2000.
- 26 % des travailleurs syndiqués préféreraient ne pas l'être.
- 83 % des travailleurs non syndiqués ne souhaitent pas devenir membres d'un syndicat.

ANALYSE DES RÉSULTATS

1. Évaluation de la situation au Québec

ÉVALUATION DU CLIMAT GÉNÉRAL AU QUÉBEC

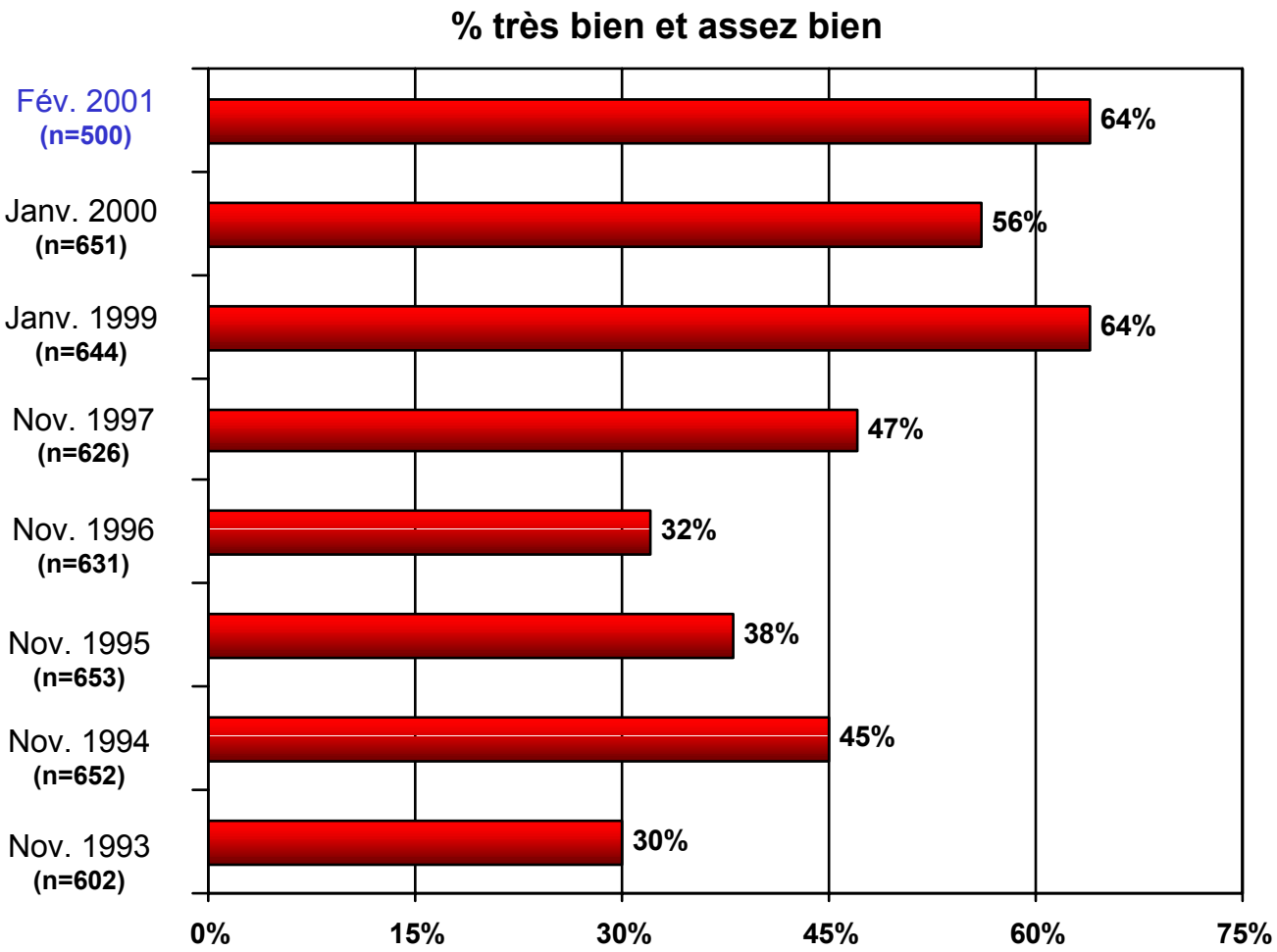


- 64 % des répondants jugent le climat général au Québec comme étant « très bien » (3 %) ou « assez bien » (61 %).
- Le revenu semble avoir un impact sur cette perception puisque seulement 46 % des répondants dont le revenu annuel du ménage est inférieur à 20 000 $ considèrent que ça va bien au Québec alors que ce pourcentage s'élève à 72 % chez ceux dont le revenu est supérieur à 60 000 $.
- De plus, on note que ce taux, chez les non-travailleurs, est de 54 % alors qu'il s'élève à 72 % chez les travailleurs syndiqués et à 76 % chez les employés de la fonction publique.
- Finalement, on remarque que les hommes (72 %) semblent plus satisfaits que les femmes (57 %) quant à la situation d'ensemble qui prévaut au Québec actuellement.

Q1. En général, diriez-vous qu'au Québec, actuellement ça va…

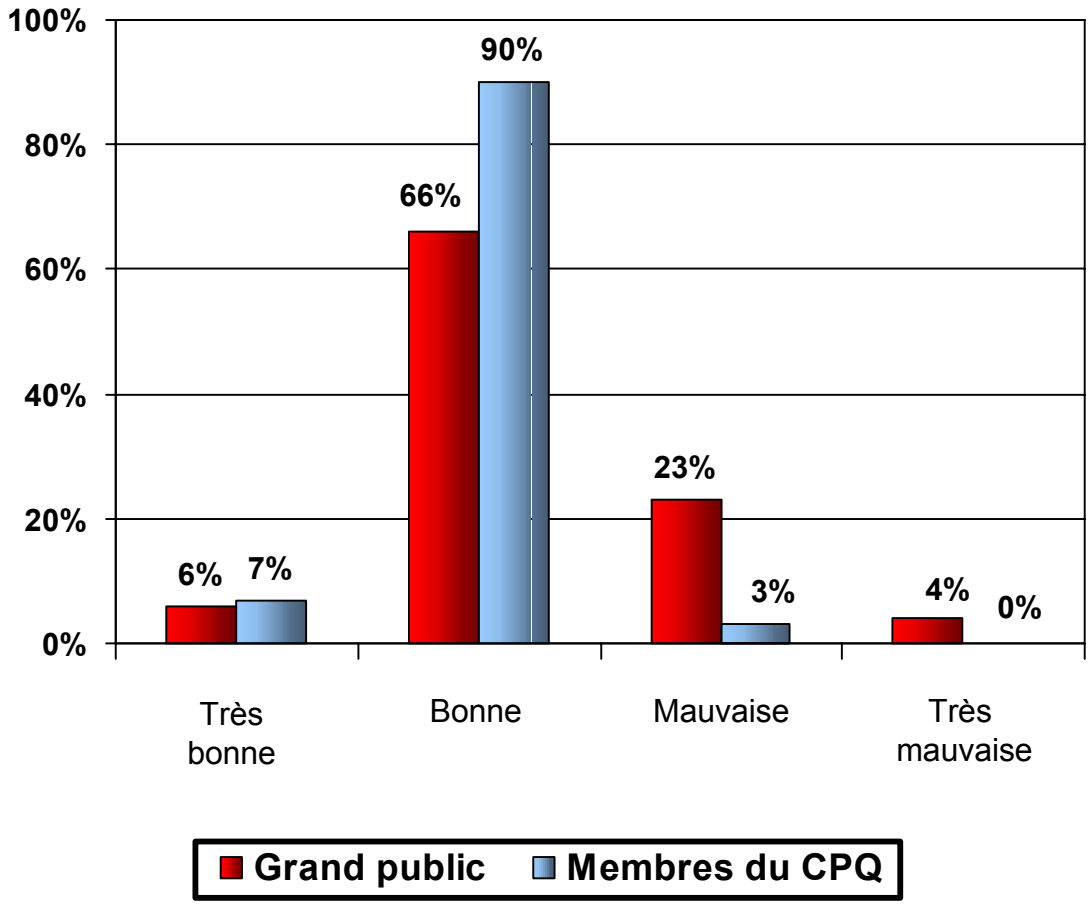
ÉVALUATION DU CLIMAT GÉNÉRAL AU QUÉBEC (1993-2001)

(population d'étude : grand public)



NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

ÉVALUATION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

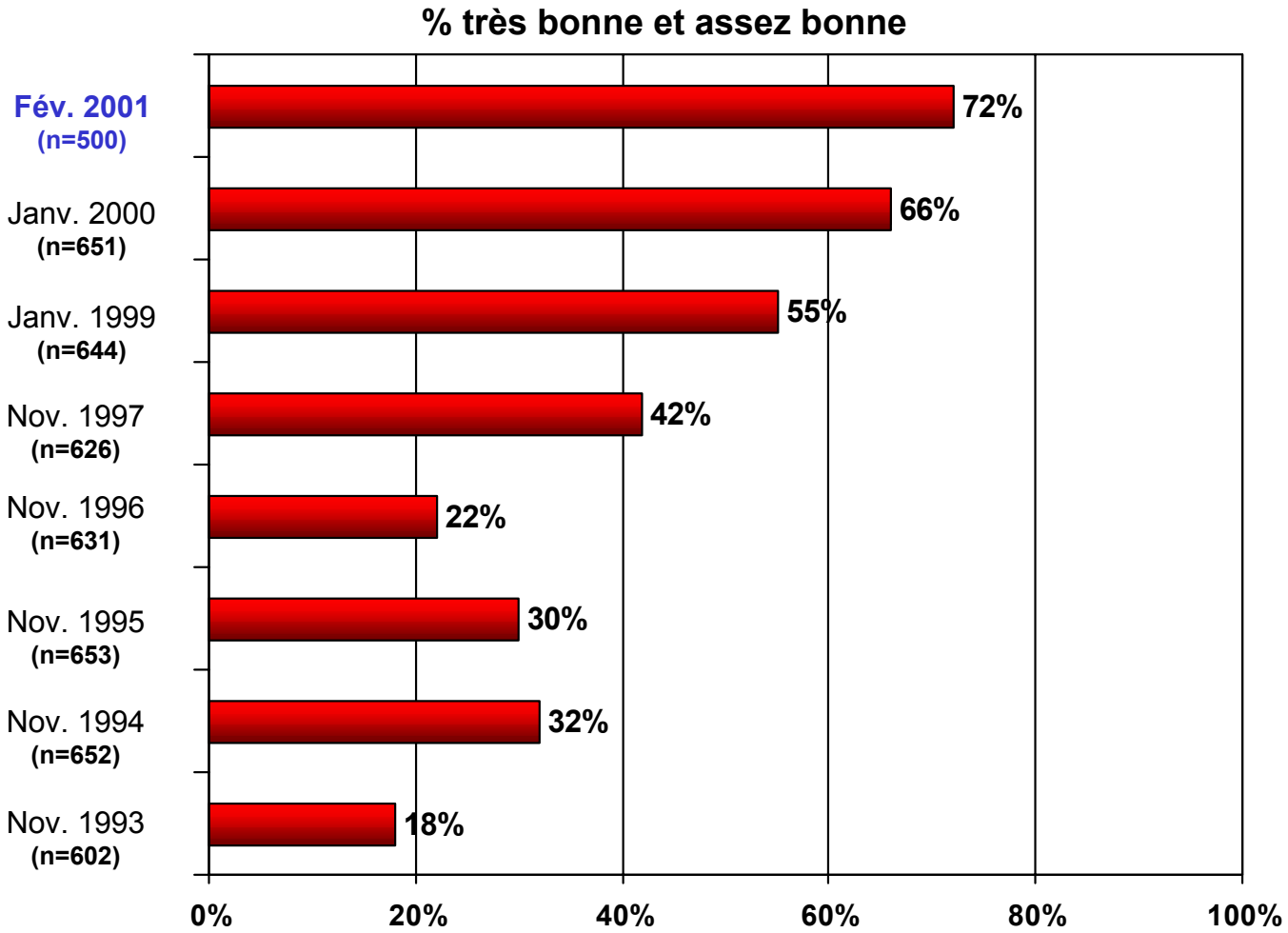


- 72 % des répondants considèrent les conditions économiques au Québec comme étant « très bonnes » (6 %) ou « bonnes » (66 %).
- Les conditions économiques sont perçues favorablement de façon plus marquée chez les répondants dont le revenu du ménage est supérieur à 40 000 $ (82 %), les travailleurs syndiqués (80 %), les travailleurs de la fonction publique (80 %), les 35-54 ans (78 %), les plus scolarisés (77 %), et les hommes (76 %).
- À l'opposé, les répondants âgés de plus de 54 ans (63 %), les revenus inférieurs à 40 000 $ (63 %), les non-travailleurs (63 %), les moins scolarisés (64 %) et les femmes (67 %) sont ceux qui jugent les conditions économiques le plus sévèrement.

Q2. Toujours de façon générale, diriez-vous que la situation actuelle est très bonne, bonne, mauvaise ou très mauvaise pour ce qui est…
A) des conditions économiques au Québec ?

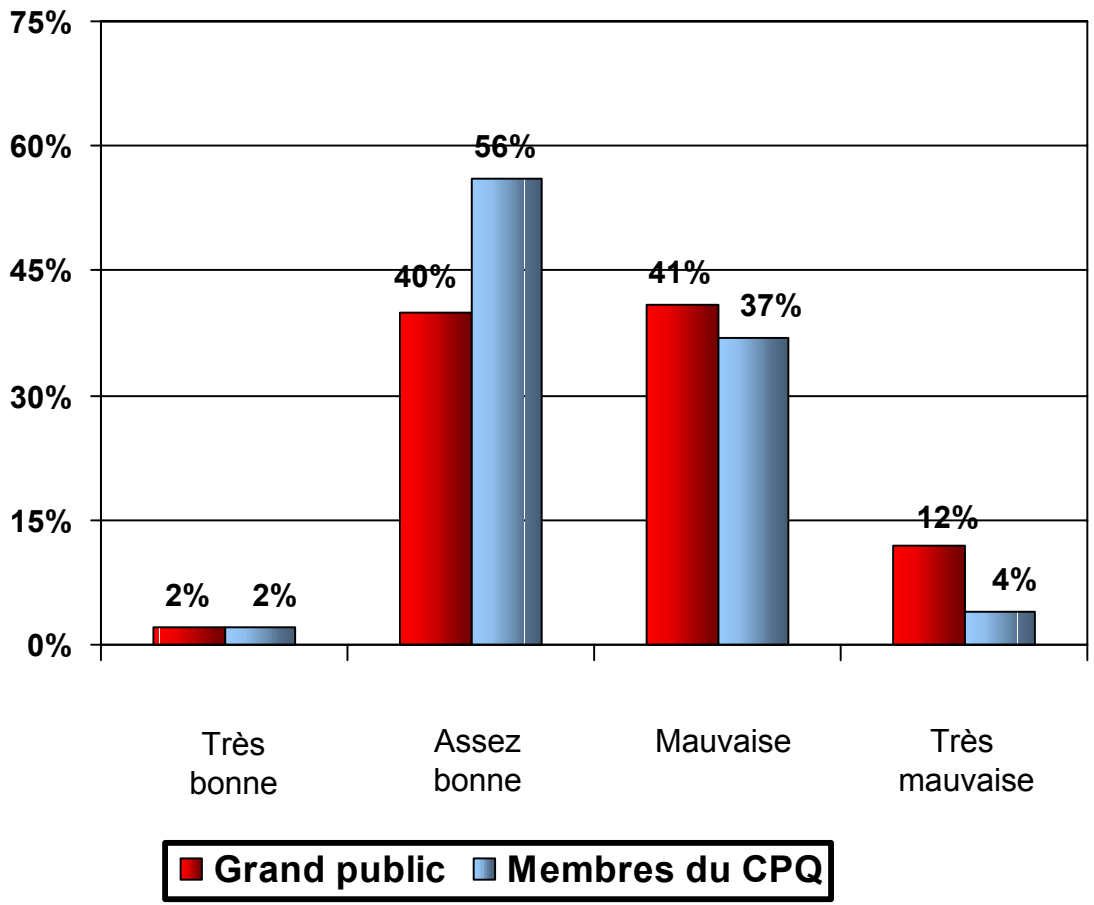
ÉVALUATION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC (1993-2001)

(population d'étude : grand public)



NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

ÉVALUATION DU CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS

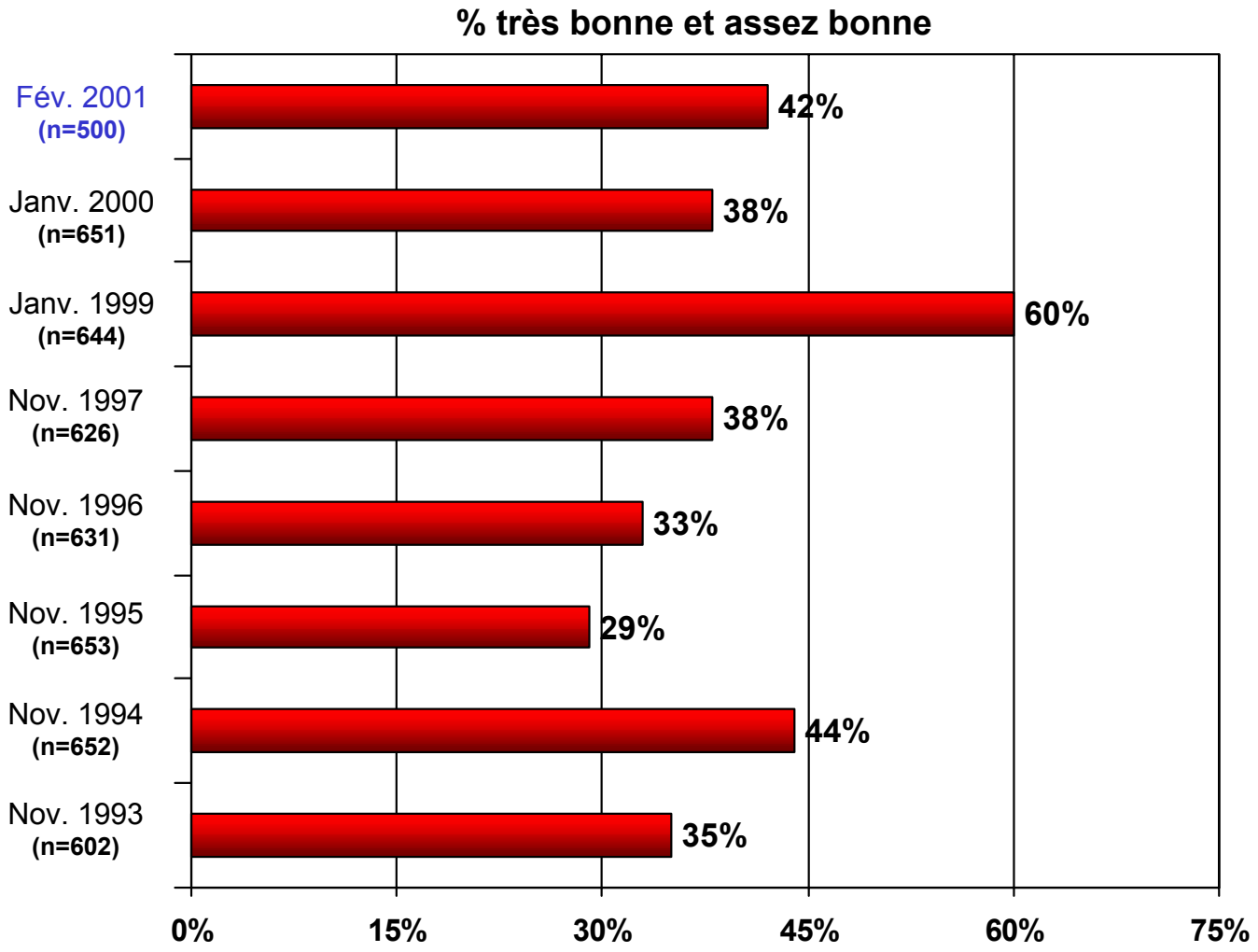


- 42 % des répondants à cette étude évaluent le contexte politique québécois comme étant « très bon » (2 %) ou « assez bon » (40 %).
- Les employés de la fonction publique sont ceux qui évaluent cet aspect le plus favorablement (49 %).
- Les sous-groupes de l'échantillon qui sont les moins nombreux à juger favorablement le contexte politique québécois sont les non francophones (25 %), les 55 ans et plus (34 %) et les non-travailleurs (35 %).

Q2. Toujours de façon générale, diriez-vous que la situation actuelle est très bonne, bonne, mauvaise ou très mauvaise pour ce qui est…
B) du contexte politique québécois ?

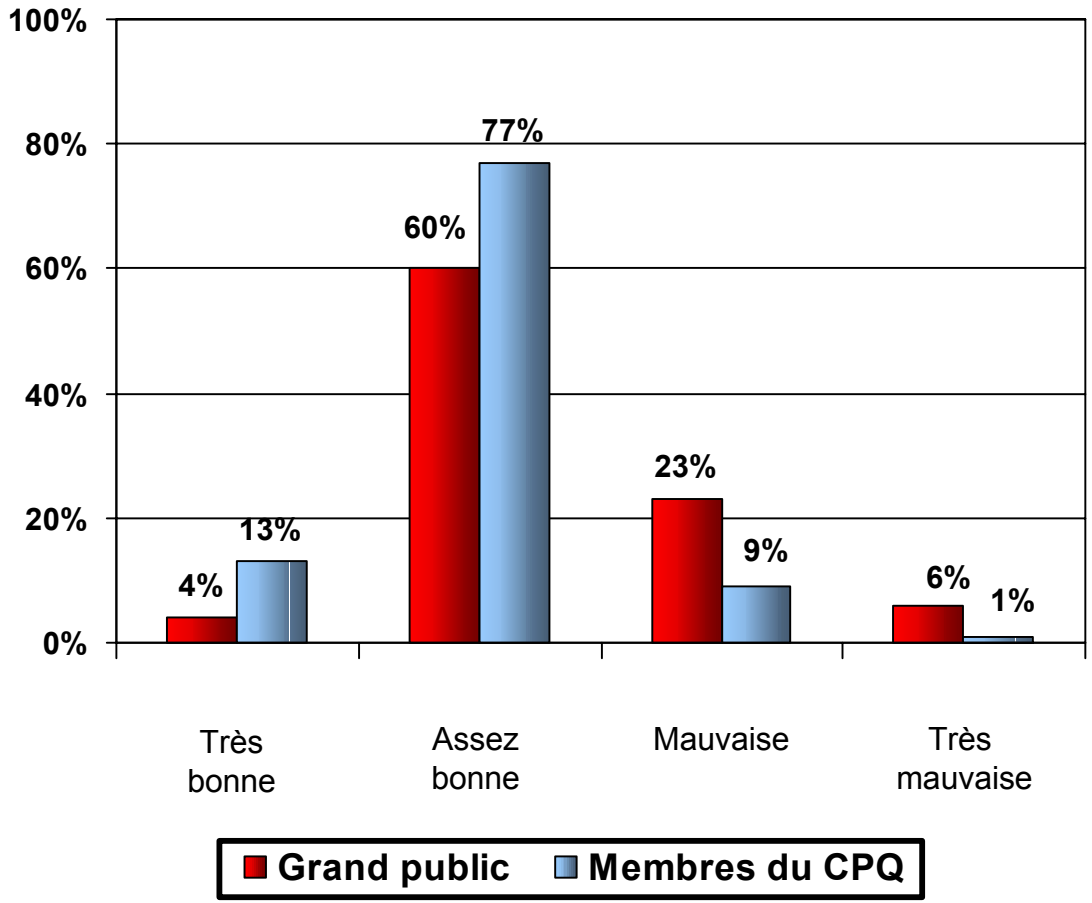
ÉVALUATION DU CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS (1993-2001)

(population d'étude : grand public)



NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

ÉVALUATION DU CONTEXTE POLITIQUE CANADIEN



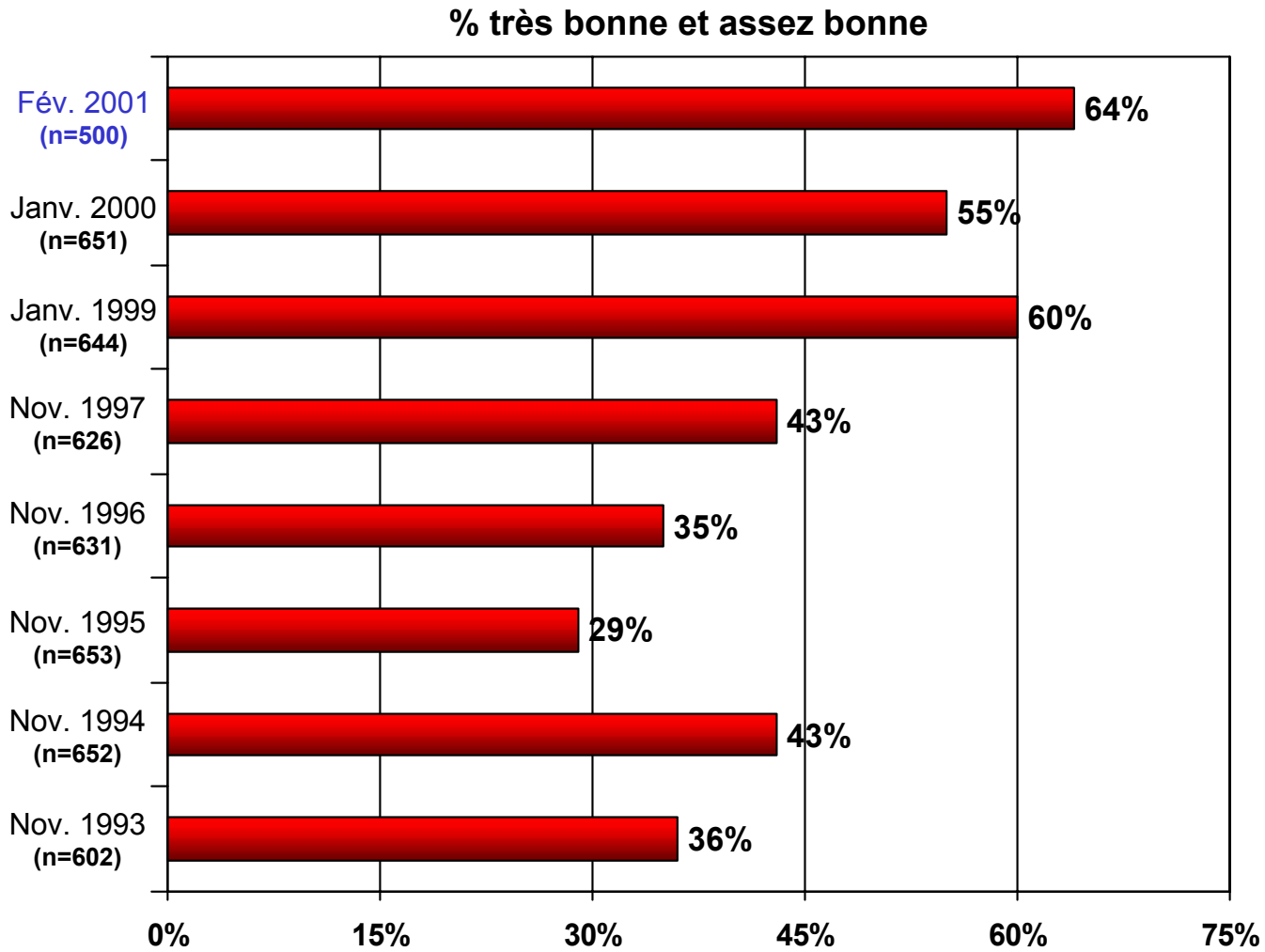
- Près de deux répondants sur trois (64 %) sont d'avis que le contexte politique canadien est « très bon » (4 %) ou « assez bon » (60 %). Ceci constitue une hausse intéressante comparativement à l'an dernier (55 %).

- Le revenu semble être un facteur important quant à la perception des répondants à ce sujet. Seulement 57 % des individus dont le revenu du ménage se situe entre 20 000 $ et 39 999 $ jugent le contexte positivement alors que ce pourcentage s'élève à 75 % chez ceux pour qui le revenu est supérieur à 60 000 $.

Q2. Toujours de façon générale, diriez-vous que la situation actuelle est très bonne, bonne, mauvaise ou très mauvaise pour ce qui est…
C) du contexte politique canadien ?

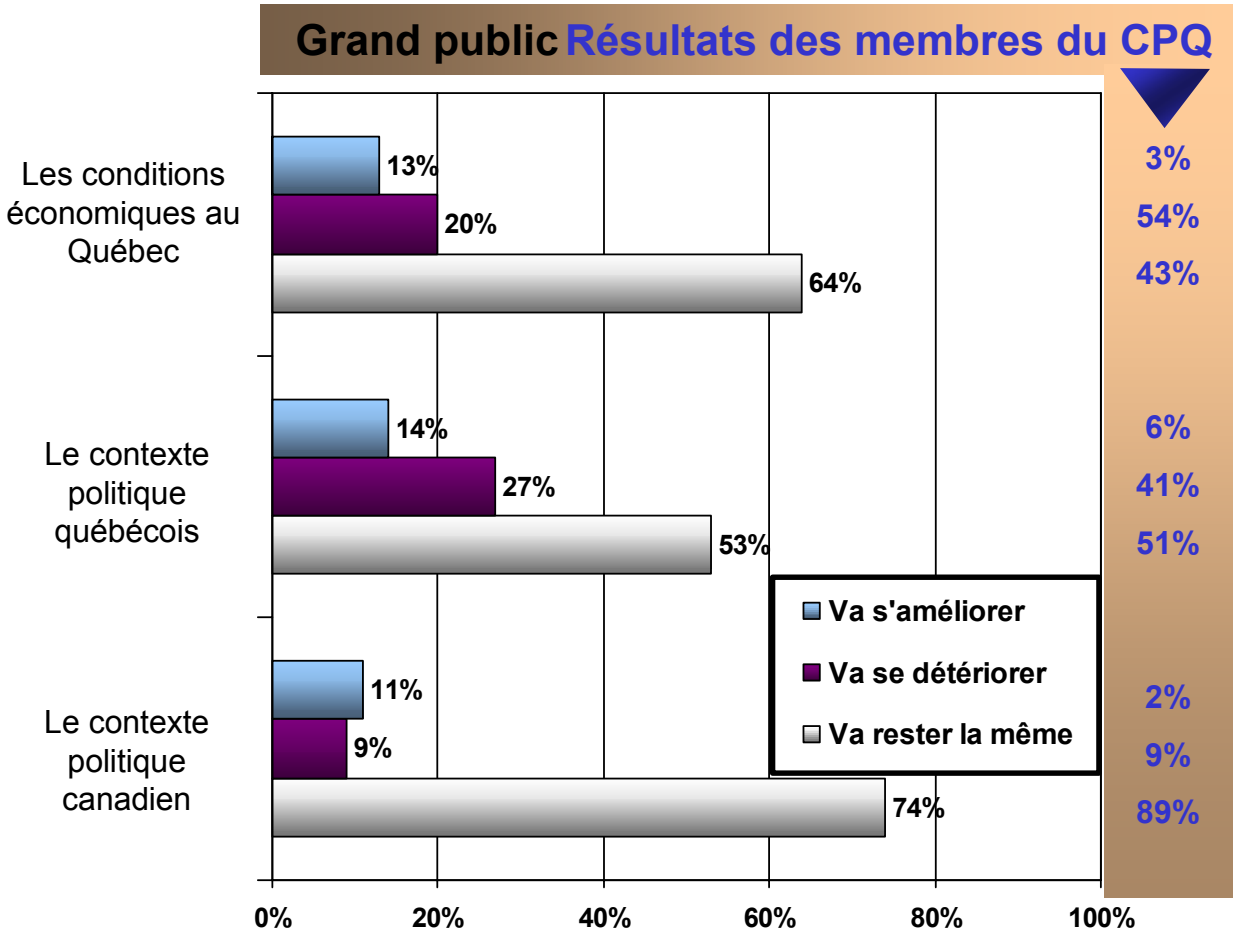
ÉVALUATION DU CONTEXTE POLITIQUE CANADIEN (1993-2001)

(population d'étude : grand public)



NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS (1993-2001)



Les conditions économiques au Québec

- 24 % des répondants dont le revenu est inférieur à 20 000 $ estiment que la situation va s'améliorer.

Le contexte politique québécois

- 32 % des répondants les plus scolarisés ainsi que 35 % de ceux dont le revenu du ménage est supérieur à 60 000 $ jugent que la situation va se détériorer.
- Par contre, seulement 20 % des travailleurs de la fonction publique sont d'avis que la situation que se détériore.

Le contexte politique canadien

- Une proportion identique (22 %) des non francophones et des revenus inférieurs à 20 000 $ croient en une amélioration de la situation.

Q3. Au cours des trois prochains mois, à votre avis, la situation va-t-elle s'améliorer, se détériorer ou rester la même pour ce qui est…

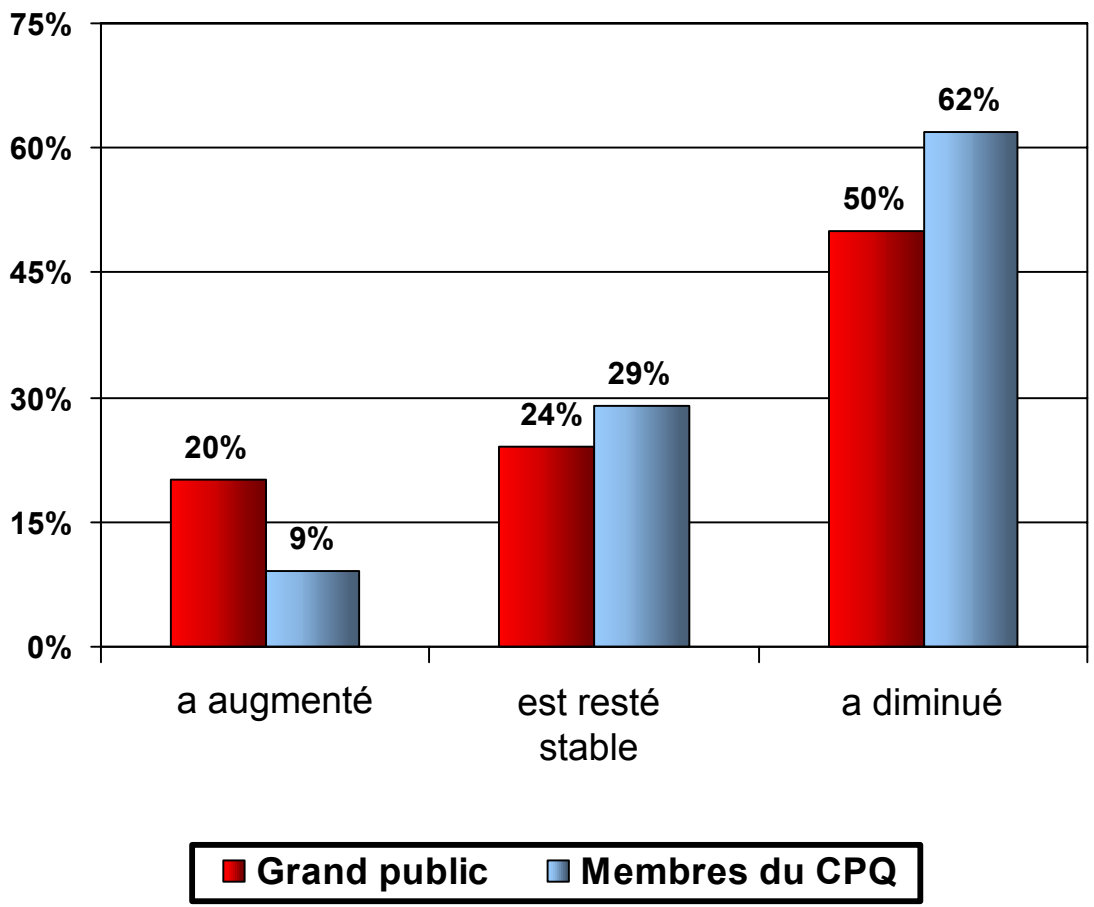
ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS (1993-2001)

(population d'étude : grand public)

	Fév. 2001 n=500 %	Janv. 2000 n=651 %	Janv. 1999 n=644 %	Nov. 1997 n=626 %	Nov. 1996 n=631 %	Nov. 1995 n=653 %	Nov. 1994 n=652 %	Nov. 1993 n=602 %
Conditions économiques au Québec…								
vont s'améliorer	13	31	29	29	28	21	31	24
vont se détériorer	20	7	9	14	21	25	16	15
vont rester les mêmes	64	57	57	54	49	49	47	55
NSP/PR	3	5	5	3	3	5	5	6
Contexte politique québécois…								
va s'améliorer	14	15	22	19	17	23	31	24
va se détériorer	27	14	7	13	16	21	13	14
va rester le même	53	64	67	62	60	48	49	55
NSP/PR	6	6	4	6	6	8	7	7
Contexte politique canadien…								
va s'améliorer	11	14	16	18	18	18	24	30
va se détériorer	9	9	8	9	13	23	14	13
va rester le même	74	68	70	66	63	52	56	50
NSP/PR	6	9	6	7	6	6	7	7

2. Le fardeau fiscal des Québécois

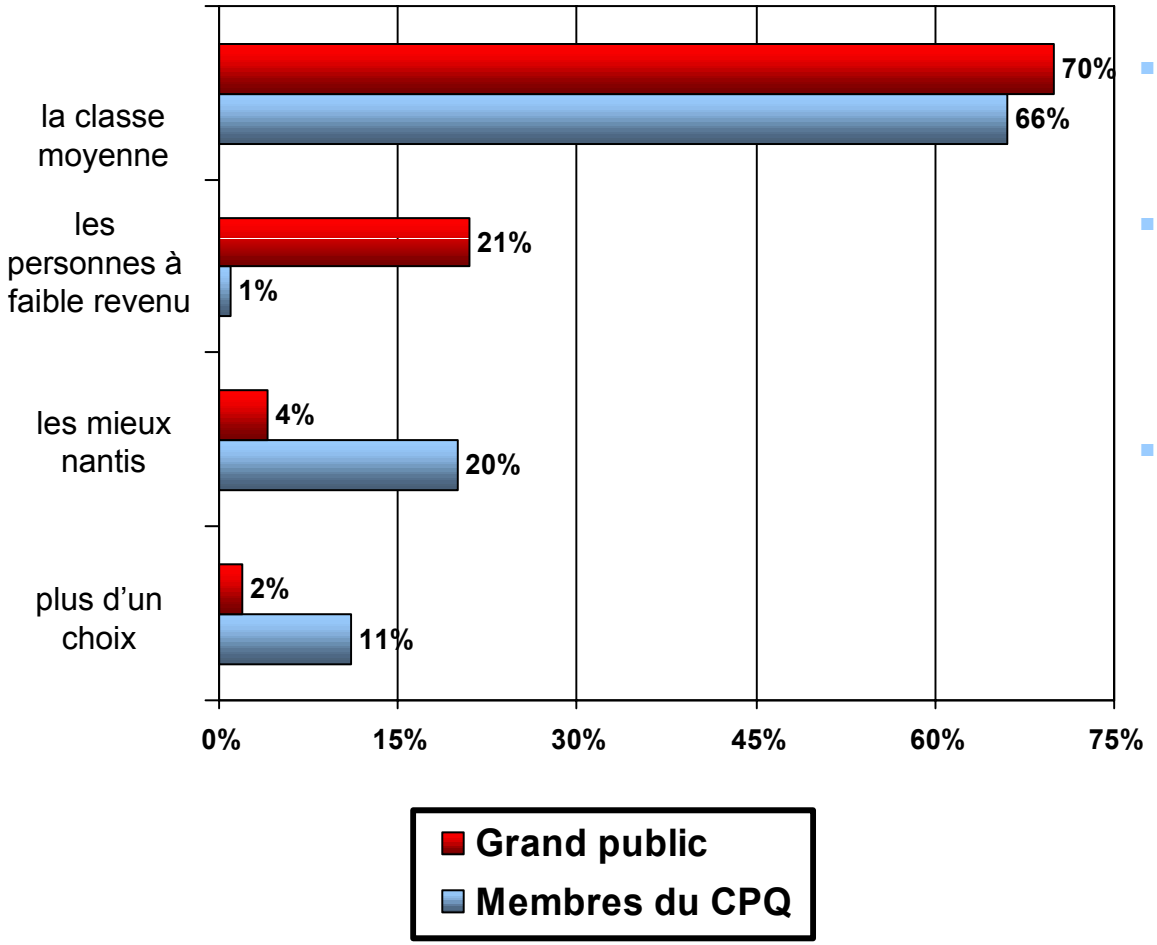
PERCEPTION À L'ÉGARD DU POUVOIR D'ACHAT DES QUÉBÉCOIS DEPUIS LES DIX DERNIÈRES ANNÉES



- La moitié des répondants (50 %) estiment que le pouvoir d'achat des Québécois a diminué depuis les dix dernières années.
- Les non-francophones (33 %), les jeunes de 18 à 34 ans (31 %) ainsi que les Montréalais (27 %) sont ceux qui perçoivent le plus nettement une augmentation du pouvoir d'achat des Québécois.
- À l'opposé, les répondants âgés entre 35 et 54 ans (14 %) ainsi que ceux demeurant à l'extérieur du grand Montréal (15 %) sont ceux qui ont le moins remarqué cette augmentation.
- On note que 60 % des travailleurs syndiqués ainsi que 58 % des répondants de la classe moyenne (dont le revenu du ménage se situe entre 40 000 $ et 59 999 $) considèrent que le pouvoir d'achat des Québécois a diminué lors de cette période.

Q4. Depuis les dix dernières années, croyez-vous que le revenu moyen après impôt, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des ménages québécois a…

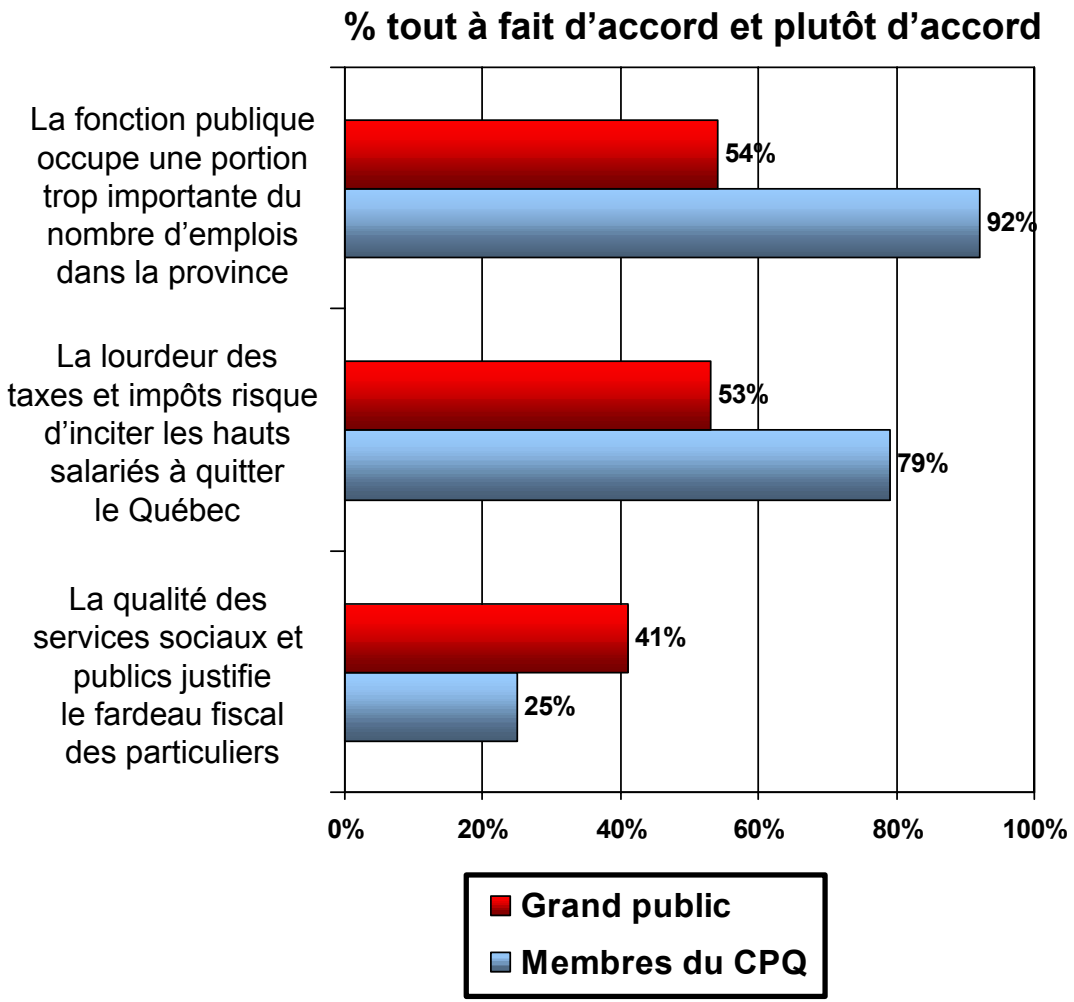
CLASSE QUI, DE PLUS EN PLUS, SUPPORTE LE FARDEAU FISCAL DES QUÉBÉCOIS



- La classe moyenne (70 %) est, et de loin, perçue comme celle assumant de plus en plus le fardeau fiscal québécois.
- Cette perception est encore plus prononcée chez les répondants dont le revenu du ménage est supérieur à 40 000 $ (83 %), chez les employés de la fonction publique (81 %) et chez les plus scolarisés (80 %).
- On note que le tiers des moins scolarisés (34 %) et des revenus inférieurs à 40 000 $ (33 %) estiment que les personnes à faible revenu sont ceux qui supportent le plus le fardeau fiscal.

Q5. Au Québec, on constate que le fardeau fiscal des impôts est supporté par un nombre de personnes qui diminue de plus en plus. Par rapport à cette situation dans la société québécoise actuelle, croyez vous que ceux qui supportent de plus en plus ce fardeau fiscal sont…

OPINIONS SUR DIVERS ÉNONCÉS CONCERNANT LE FARDEAU FISCAL DES QUÉBÉCOIS



Lourdeur de la fonction publique

- Une proportion identique (65 %) de travailleurs en entreprise privée et d'hommes jugent que la fonction publique occupe une place trop importante dans le domaine de l'emploi au Québec.
- 41 % des employés de la fonction publique sont de cet avis.

Les taxes et impôts et le départ des hauts salariés

- 68 % des non-francophones et 61 % des jeunes de 18 à 34 ans sont tout à fait ou plutôt d'accord avec cet énoncé.

La qualité des services justifie le fardeau fiscal

- 64 % des répondants ayant un revenu supérieur à 60 000 $ sont en désaccord avec cet énoncé.

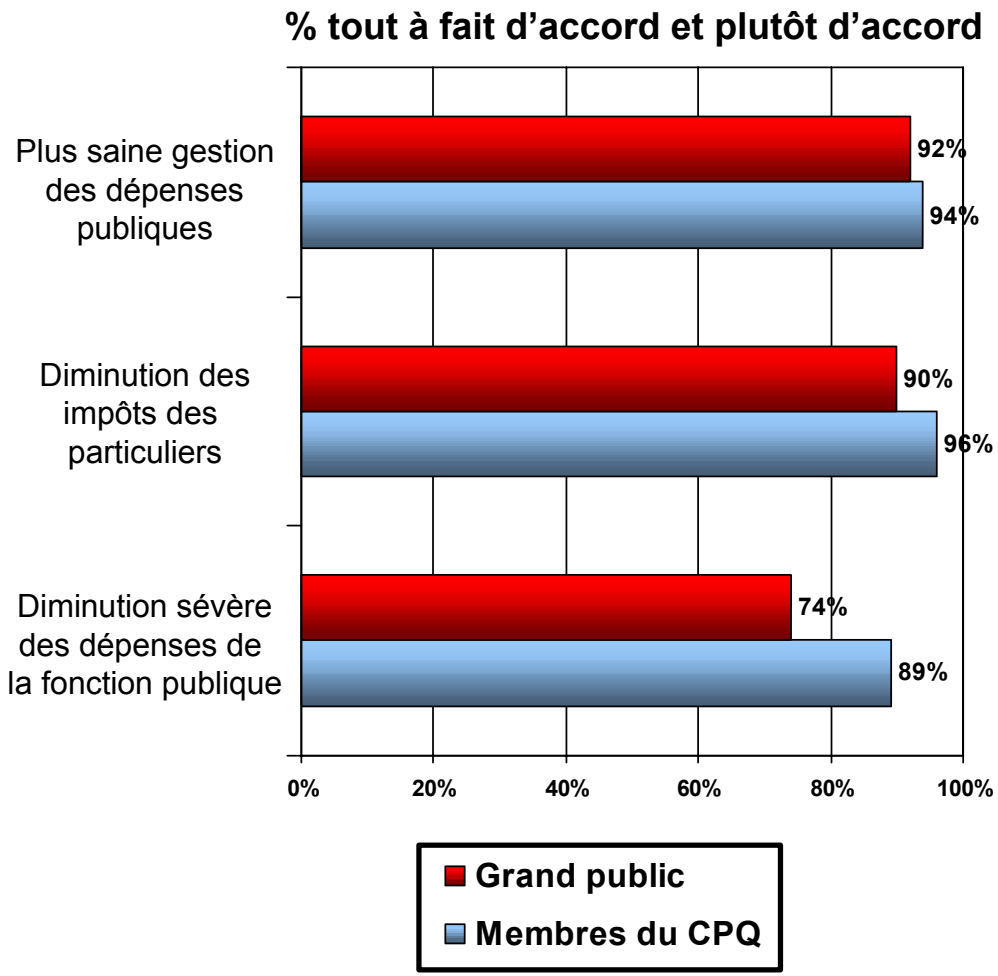
Q6. Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les énoncés suivants.

OPINIONS DÉTAILLÉES SUR DIVERS ÉNONCÉS CONCERNANT LE FARDEAU FISCAL DES QUÉBÉCOIS

(population d'étude : grand public)

	Tout à fait d'accord %	Plutôt d'accord %	Plutôt en désaccord %	Tout à fait en désaccord %	NSP/PR %
La fonction publique au Québec, qui emploie un travailleur sur cinq, occupe une portion trop importante du nombre total d'emplois dans la province.	24	30	23	12	10
	54		35		
La lourdeur des taxes et impôts au Québec risquerait d'inciter les hauts salariés à quitter le Québec pour s'installer ailleurs.	25	28	29	13	5
	53		41		
La qualité des services sociaux et publics que reçoit la population québécoise et les coûts que cela engendre justifie le fardeau fiscal des particuliers.	14	27	30	26	3
	41		56		

OPINIONS AU SUJET DE DIFFÉRENTES MESURES PROPOSÉES SUSCEPTIBLES D'AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES



Plus saine gestion des dépenses

- La quasi totalité des travailleurs syndiqués (98 %), des répondants de la classe moyenne (de 40 000 $ à 59 999 $) (98 %) et des employés de la fonction publique (97 %) estiment que le gouvernement devrait gérer plus sainement ses dépenses.
- Ce pourcentage s'élève à 83 % chez les non francophones.

Diminution des impôts

- 96 % des répondants âgés de plus de 54 ans adhèrent à cette idée comparativement à 85 % de ceux qui sont âgés entre18 et 34 ans.

Diminution sévère des dépenses

- 81 % des répondant faisant partie de la classe moyenne se disent en accord avec cet mesure alors que seulement 63 % des travailleurs syndiqués et 64 % des employés de la fonction publique sont de cet avis.

Q7. Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les mesures suivantes que pourrait prendre le gouvernement du Québec pour aider les ménages québécois à augmenter leur pouvoir d'achat.

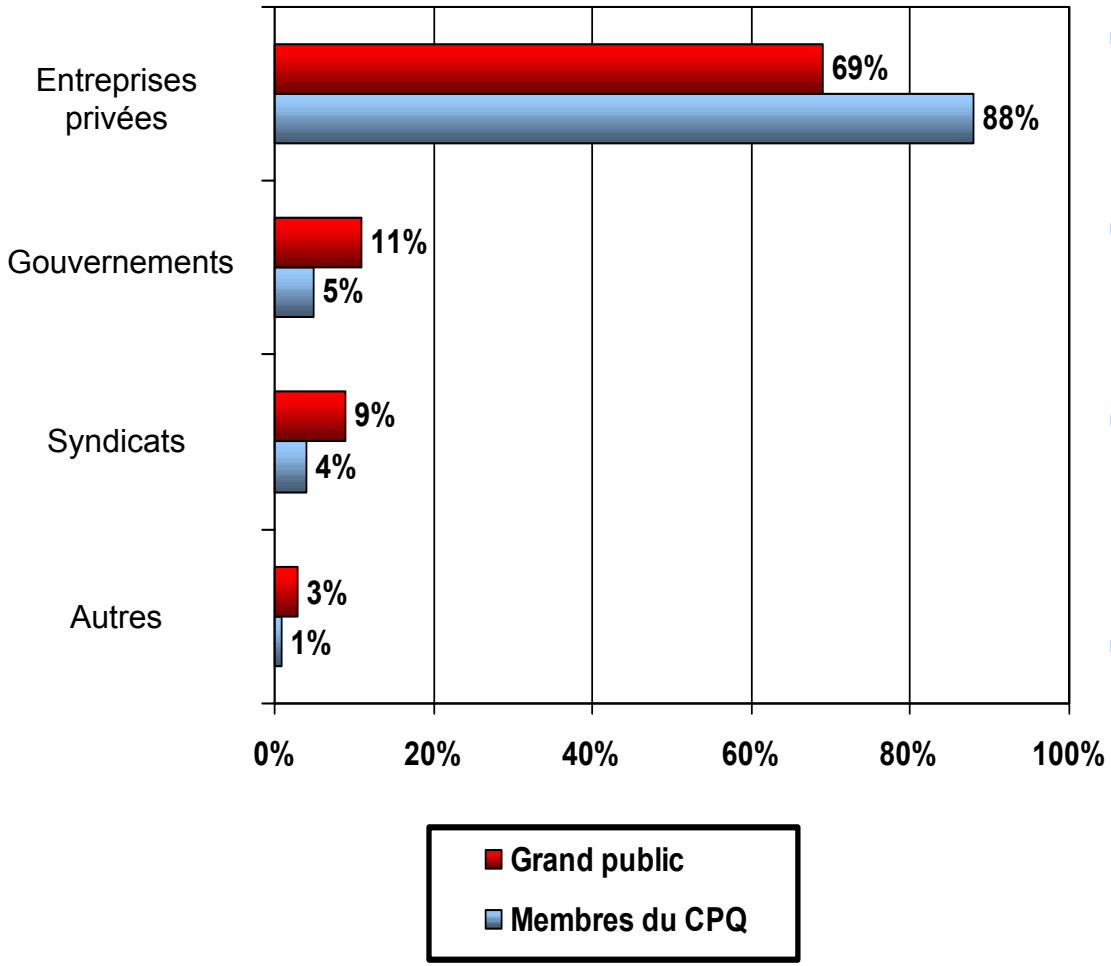
OPINIONS DÉTAILLÉES AU SUJET DE DIFFÉRENTES MESURES PROPOSÉES SUSCEPTIBLES D'AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

(population d'étude : grand public)

	Tout à fait d'accord %	Plutôt d'accord %	Plutôt en désaccord %	Tout à fait en désaccord %	NSP/PR %
Le gouvernement québécois pourrait procéder à une plus saine gestion de ses dépenses publiques.	**67**	**26**	**3**	**2**	**3**
Le gouvernement québécois pourrait diminuer les impôts des particuliers.	**67**	**24**	**5**	**3**	**1**
Le gouvernement québécois pourrait procéder à une diminution sévère des dépenses de sa fonction publique.	**45**	**29**	**15**	**9**	**3**

3. La création d’emploi au Québec et l’industrie québécoise

GROUPES QUI FONT LE PLUS D'EFFORTS CONCRETS AFIN DE CRÉER DE L'EMPLOI AU QUÉBEC

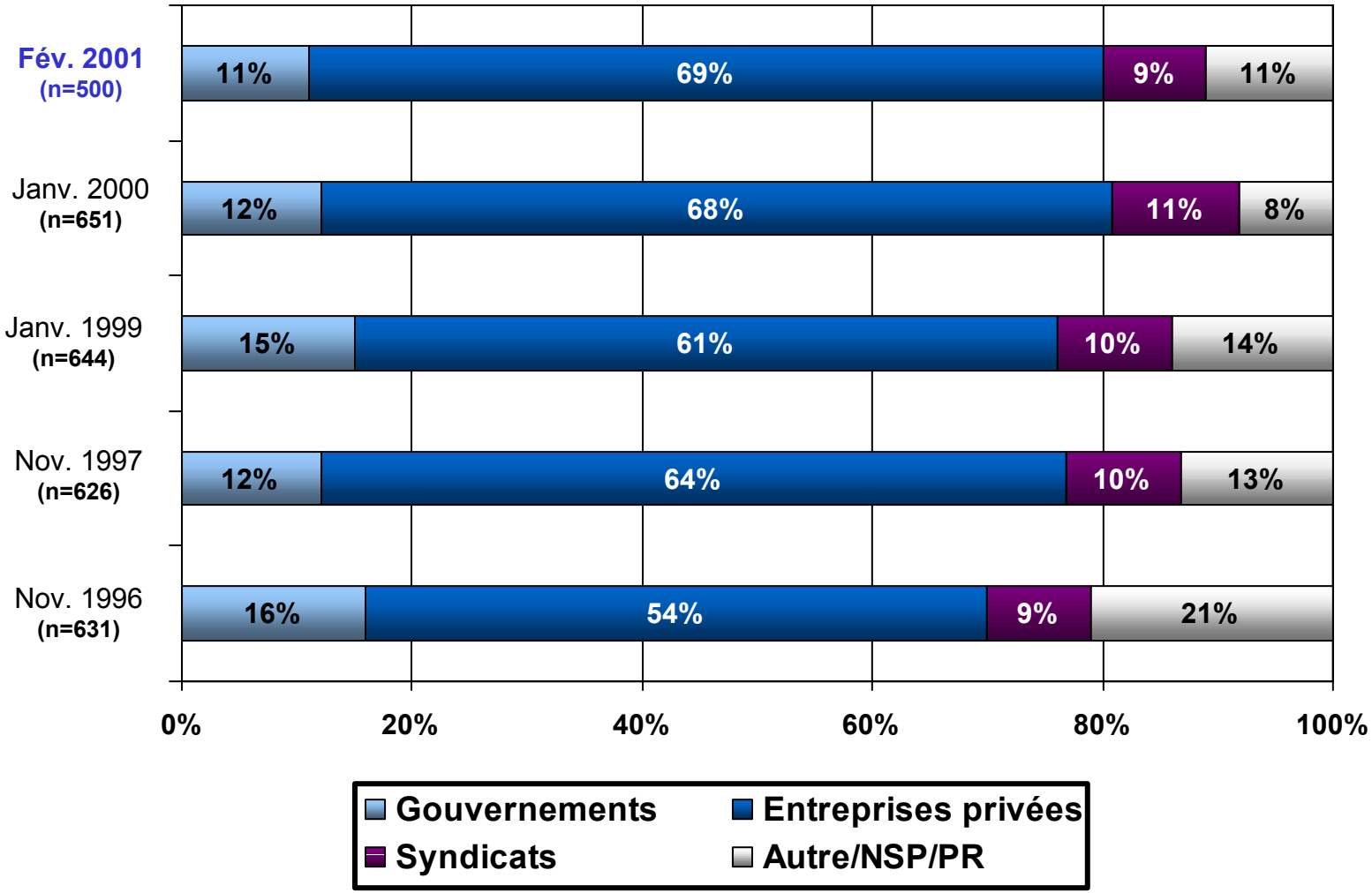


- Les résultats démontrent nettement que l'entreprise privée est perçue comme la plus grande force créatrice d'emplois au Québec (69 %).
- Les travailleurs en entreprise privée (79 %), les travailleurs non syndiqués (78 %) et les jeunes âgés entre 18 et 34 ans (75 %) sont clairement de cet avis.
- Les répondants dont le revenu du ménage est inférieur à 20 000 $ (58 %), les non-travailleurs (60 %) ainsi que les répondants âgés de plus de 54 ans (61 %) sont plus modérés à cet égard.
- On note que 19 % des 55 ans et plus et 17 % des non-travailleurs croient que le gouvernement est celui qui fait le plus d'efforts dans la création d'emplois au Québec.

Q8. Selon vous, actuellement, qui fait le plus d'efforts concrets pour créer de l'emploi au Québec ?

GROUPES QUI FONT LE PLUS D'EFFORTS CONCRETS AFIN DE CRÉER DE L'EMPLOI AU QUÉBEC (1996-2001)

(population d'étude : grand public)

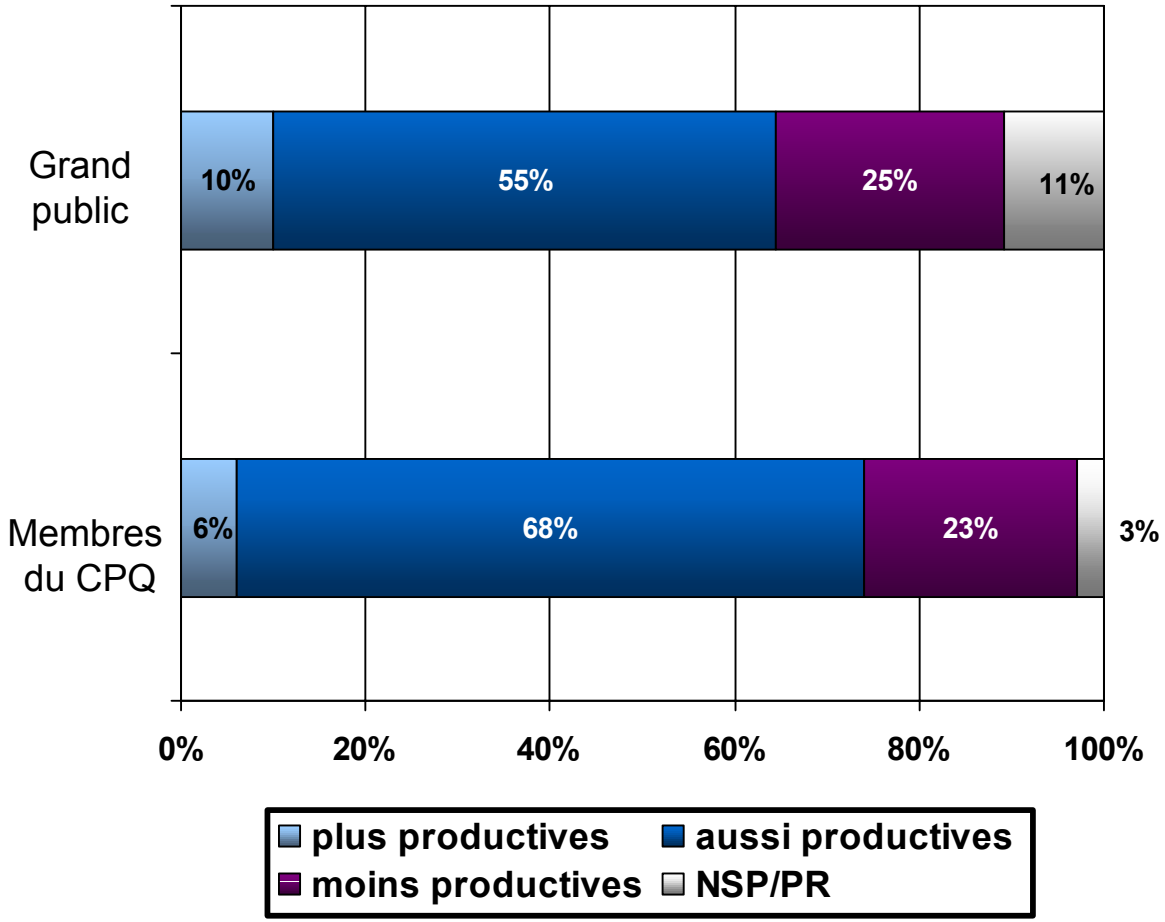


FACTEURS NUISANT À LA CRÉATION D'EMPLOIS AU QUÉBEC

	FACTEURS	Nuit beaucoup ou assez	
		GRAND PUBLIC %	MEMBRES du CPQ %
1.	Les tiraillements entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial	**72**	**71**
2.	La pénurie de la main d'œuvre qualifiée	**68**	**83**
3.	Le départ des sièges sociaux	**64**	**65**
4.	Le taux d'imposition des entreprises	**55**	**70**
5.	La réglementation entourant le démarrage d'entreprises	**49**	**57**
6.	Le taux de syndicalisation des entreprises	**48**	**66**
7.	Les lois actuelles du travail	**41**	**72**
8.	Le niveau d'investissement des industries québécoises dans la modernisation de leurs infrastructures, équipements et outillages	**39**	**45**
9.	Les politiques et programmes actuels pour attirer les investisseurs étrangers	**37**	**20**

Q9. Pour chacun de ces aspects, dites- moi si, à votre avis, cet aspect dans son état actuel, nuit beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la création d'emplois au Québec ?

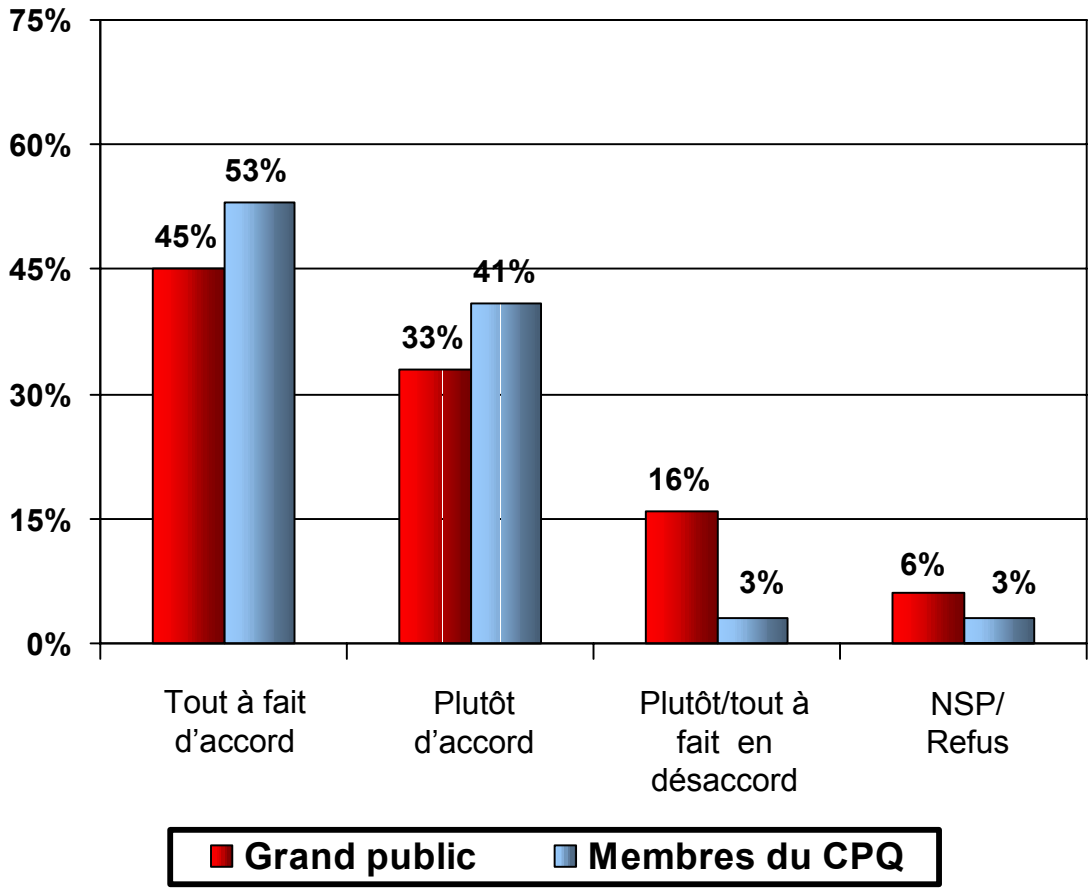
LA PRODUCTIVITÉ DES INDUSTRIES QUÉBÉCOISES COMPARATIVEMENT AUX INDUSTRIES ONTARIENNES



- Seulement 10 % des répondants estiment que les industries québécoises sont plus productives que les industries ontariennes tandis qu'un sur quatre (25 %) les évaluent comme étant moins productives.
- Les non-francophones (50 %), les répondants à faible revenu (inférieur à 20 000 $) (39 %) ainsi que les gens âgés de plus de 54 ans (34 %) considèrent les industries québécoises moins productives.
- Seulement 15 % des travailleurs syndiqués partagent cet avis.

Q10. À votre avis, croyez-vous que les industries au Québec sont plus productives, moins productives ou aussi productives que les industries en Ontario ?

OPINION À L'ÉGARD DE L'ABOLITION GRADUELLE DE LA TAXE SUR LE CAPITAL

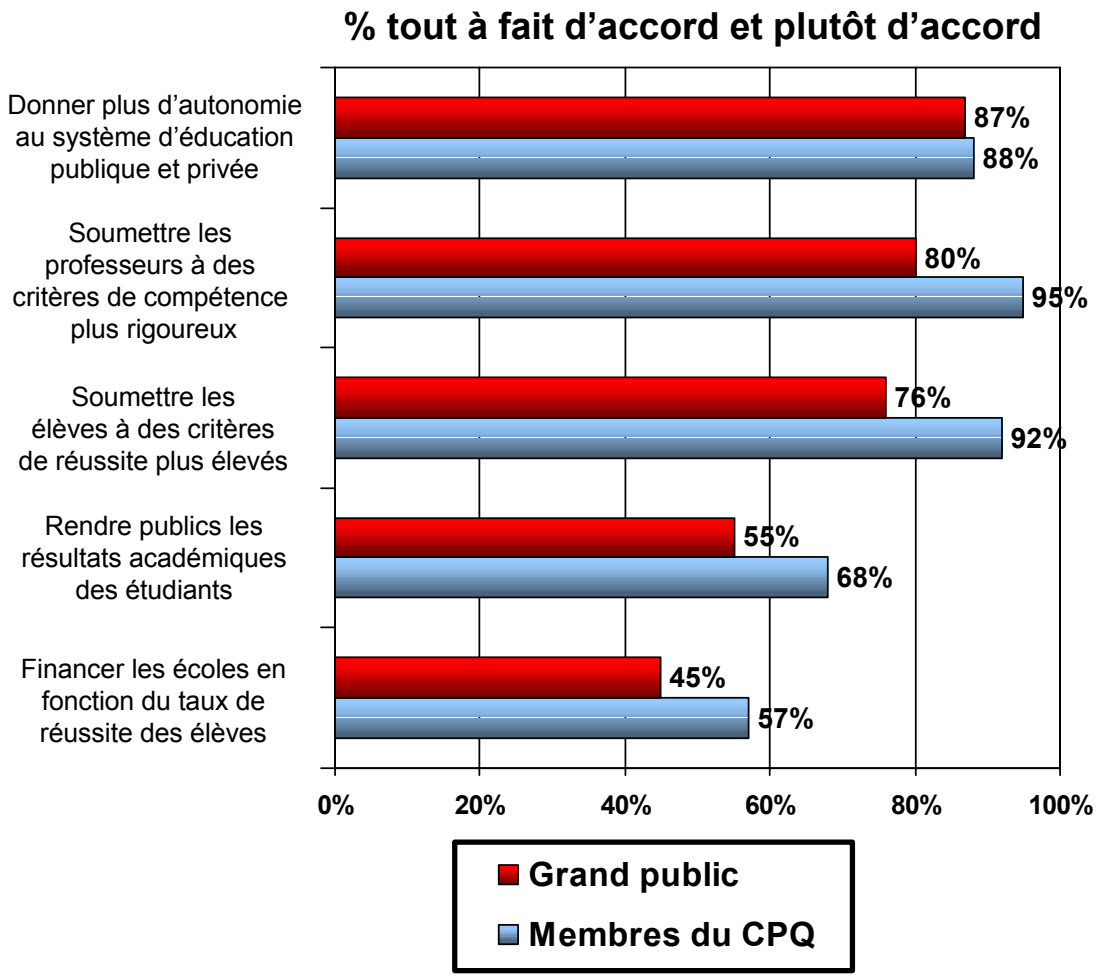


- 78 % des répondants se disent « tout à fait d'accord » (45 %) ou « plutôt d'accord » (33 %) au sujet de l'abolition graduelle de la taxe sur le capital.
- Les sous-groupes les plus favorables à cette mesure sont la classe moyenne (de 40 000 $ à 59 999 $) (87 %), les travailleurs non syndiqués (86 %) ainsi que les travailleurs en entreprise privée (86 %).
- Les non-francophones (66 %) ainsi que les non-travailleurs (69 %) démontrent un appui plus modéré à l'égard de cette mesure.

Q11. Dites moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec la proposition suivante : abolir graduellement la taxe sur le capital afin de favoriser les investissements des industries québécoises dans la modernisation de leurs infrastructures.

4. Formation de la main-d’œuvre et éducation de la relève

OPINIONS À L'ÉGARD DE MESURES PROPOSÉES VISANT À AMÉLIORER LA FORMATION ET L'ÉDUCATION DE LA RELÈVE



Critères de compétence plus rigoureux (professeurs)

- Les non-francophones (87 %) , les gens âgés de plus de 54 ans (83 %) ainsi que les plus scolarisés (83 %) se démarquent par leur grand intérêt pour cette mesure.

Critères de réussite plus élevés (élèves)

- 86 % des répondants âgés de plus de 54 ans manifestent leur accord à ce sujet.

Financer les écoles en fonction du taux de réussite

- Les sous-groupes de l'échantillon les plus favorables à cette mesure sont les non-francophones (64 %) et les répondants âgés de plus de 54 ans (55 %).

- À l'opposé, on retrouve les employés de la fonction publique (35 %), les 18-34 ans (34 %) et les travailleurs syndiqués (32 %).

Q12. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec les mesures suivantes que pourrait adopter le gouvernement du Québec.

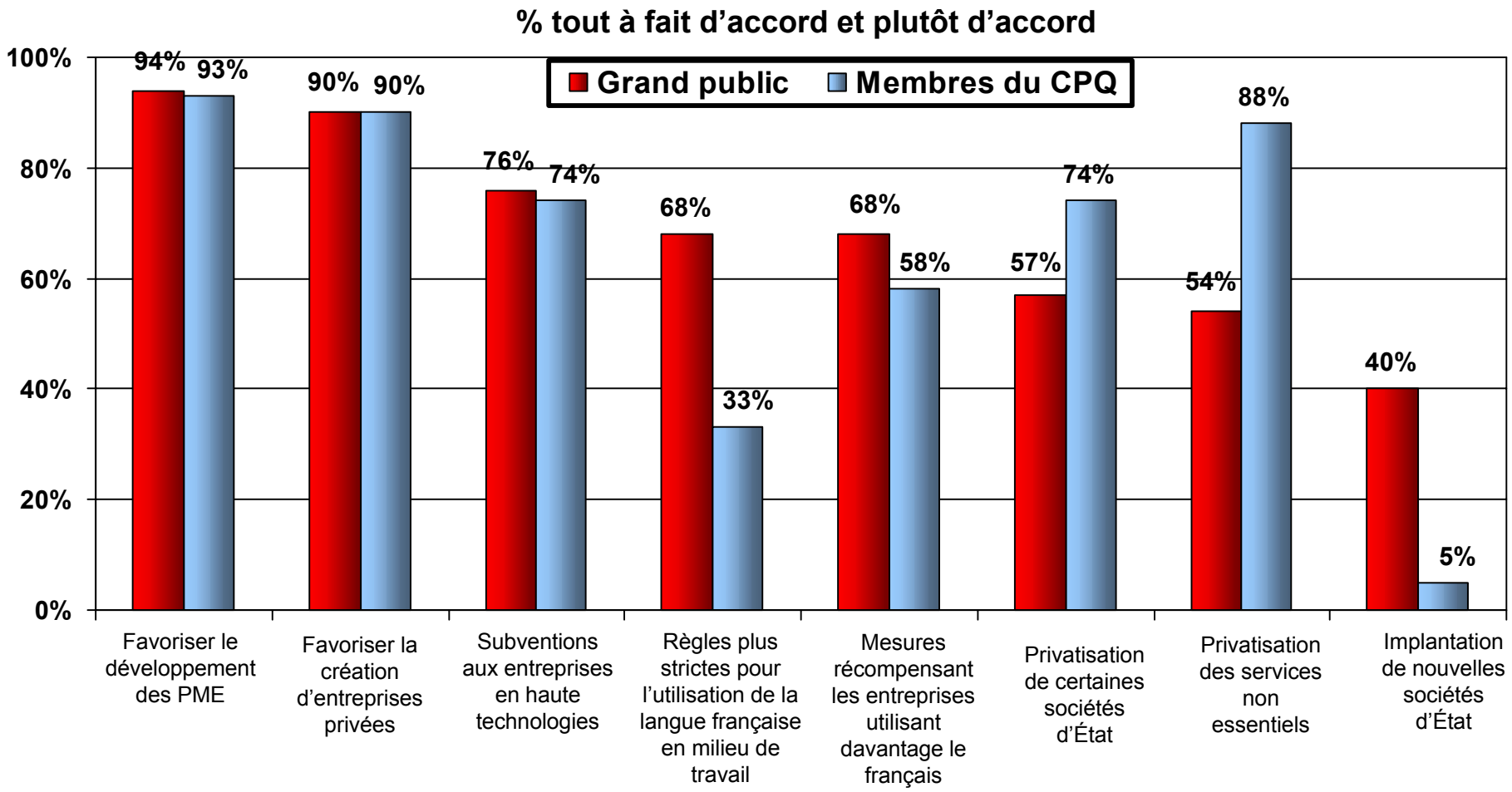
OPINIONS DÉTAILLÉES À L'ÉGARD DE MESURES PROPOSÉES VISANT À AMÉLIORER LA FORMATION ET L'ÉDUCATION DE LA RELÈVE

(population d'étude : grand public)

	Tout à fait d'accord %	Plutôt d'accord %	Plutôt en désaccord %	Tout à fait en désaccord %	NSP/PR %
Soumettre les professeurs à des critères de compétence plus rigoureux.	**57**	**24**	**11**	**5**	**3**
Donner plus d'autonomie au système d'éducation publique comme privée	**52**	**34**	**6**	**4**	**3**
Soumettre les élèves à des critères de réussite plus élevés.	**45**	**31**	**16**	**7**	**2**
Obliger les établissements d'enseignement à rendre publics les résultats de l'ensemble de leurs étudiants.	**35**	**20**	**19**	**24**	**2**
Financer les écoles en fonction du taux de réussite des élèves.	**26**	**19**	**22**	**30**	**3**

5. Opinions sur diverses mesures gouvernementales proposées

OPINIONS AU SUJET DE DIVERSES MESURES GOUVERNEMENTALES PROPOSÉES



Q13. Personnellement, diriez-vous que vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou très défavorable aux mesures suivantes que pourrait prendre le gouvernement du Québec.

OPINION DÉTAILLÉE AU SUJET DE DIVERSES MESURES GOUVERNEMENTALES PROPOSÉES

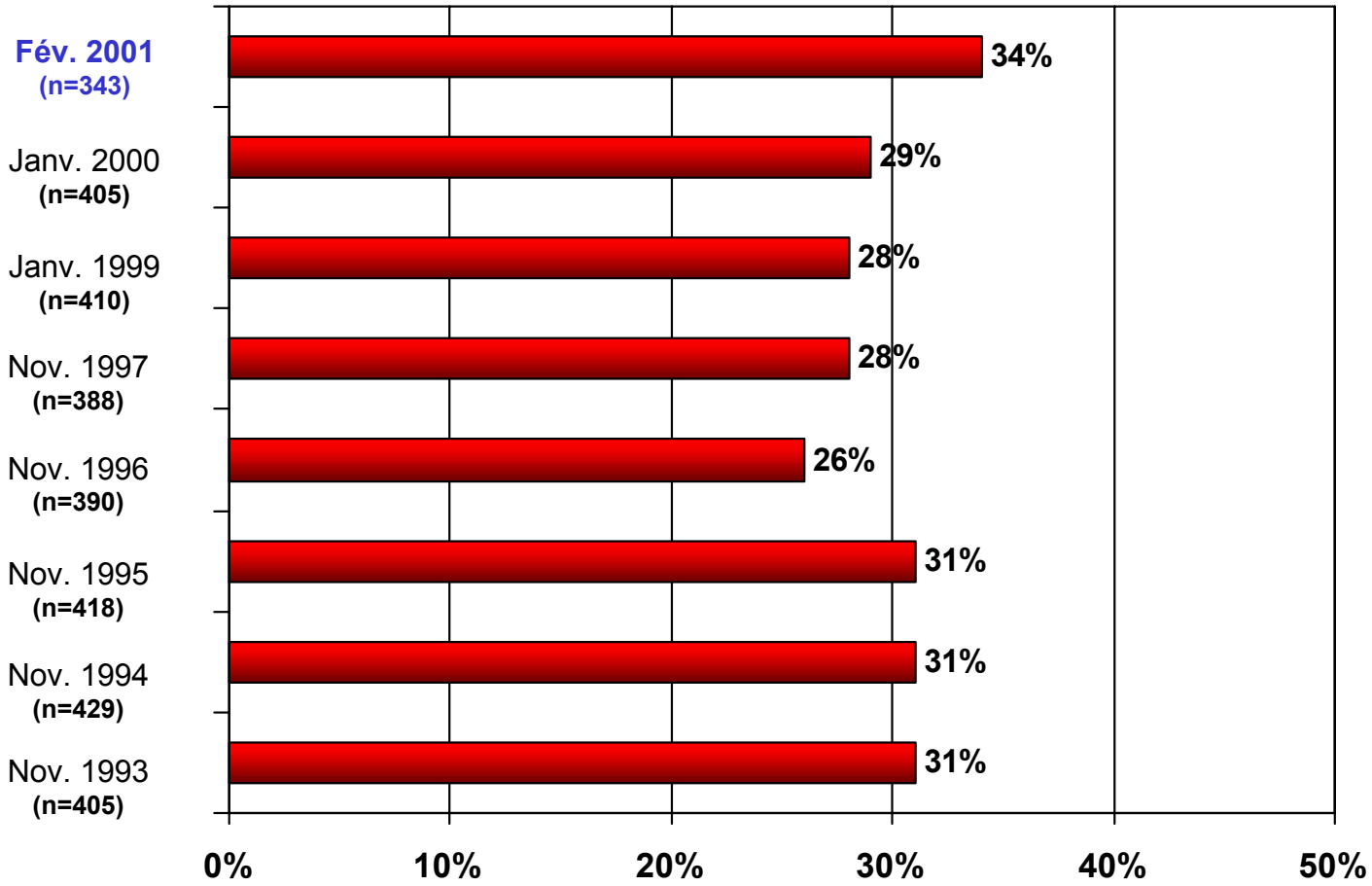
(population d'étude : grand public)

	Très favorable %	Plutôt favorable %	Plutôt défavorable %	Très défavorable %	NSP/PR %
Favoriser le développement des PME.	63	31	3	1	2
Favoriser la création d'entreprises privées.	55	35	6	1	2
Continuer à subventionner le développement d'entreprises en haute technologie et celles de la nouvelle économie.	39	37	10	10	4
Imposer des règles plus strictes pour accroître l'utilisation de la langue française en milieu de travail.	38	30	15	15	2
Mettre en place des mesures incitatives visant à récompenser les entreprises qui utilisent davantage le français.	33	35	15	15	3
Procéder à la privatisation de certaines sociétés d'État.	28	29	20	17	6
Privatiser les services non essentiels (ex.:services alimentaires dans les hôpitaux, les écoles)	27	27	18	22	5
Contrôler encore plus le développement économique de la province en implantant de nouvelles sociétés d'État.	11	29	21	28	11

6. Appartenance syndicale, sentiment d’appartenance et attitude à l’égard de la syndicalisation

APPARTENANCE SYNDICALE (1993-2001)

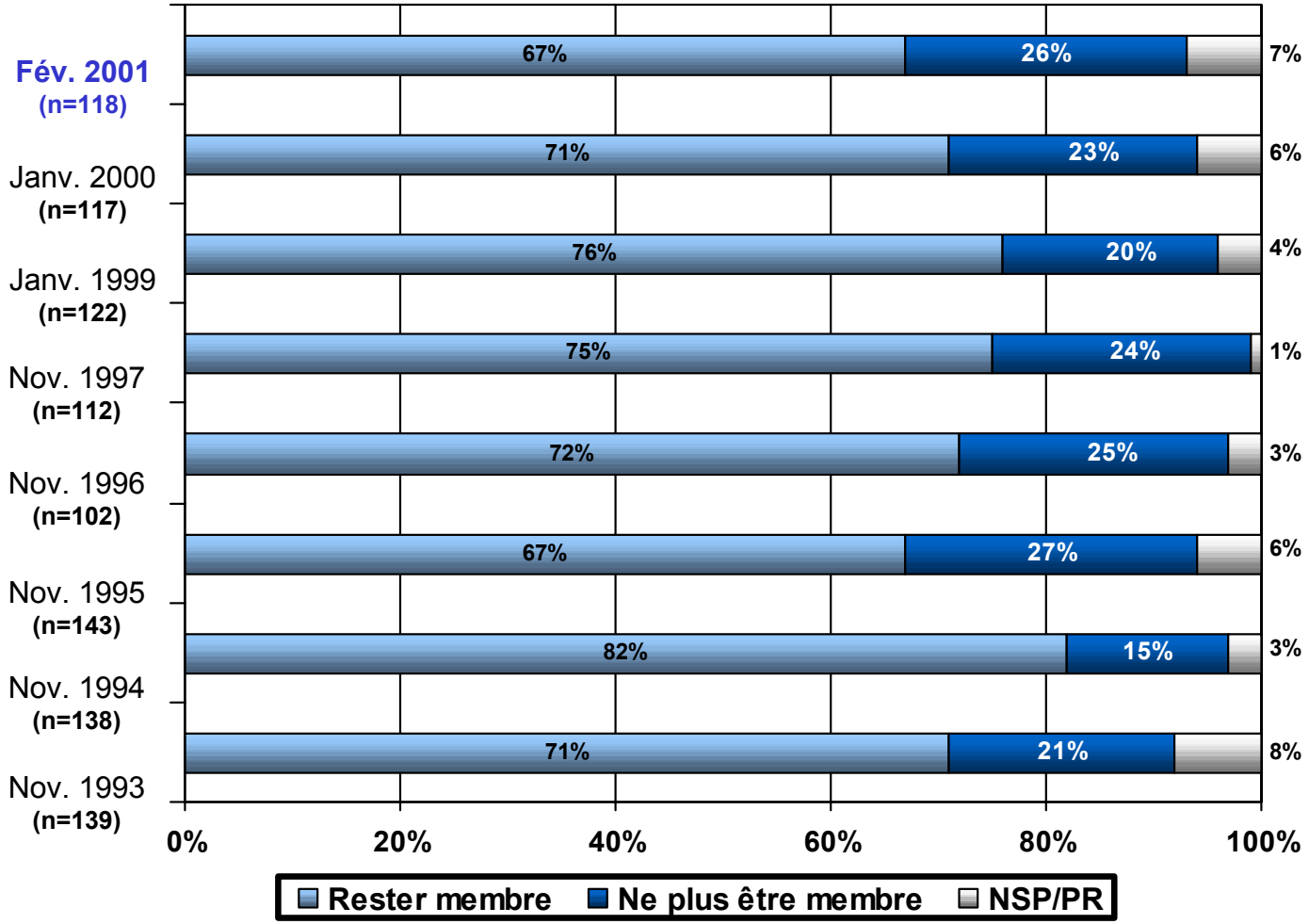
(population d'étude : grand public, travailleurs seulement)



Q20. Est-ce que vous ou une autre personne de votre foyer êtes membre d'un syndicat ?
NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

DÉSIR RÉEL DE SYNDICALISATION CHEZ LES SYNDIQUÉS (1993-2001)

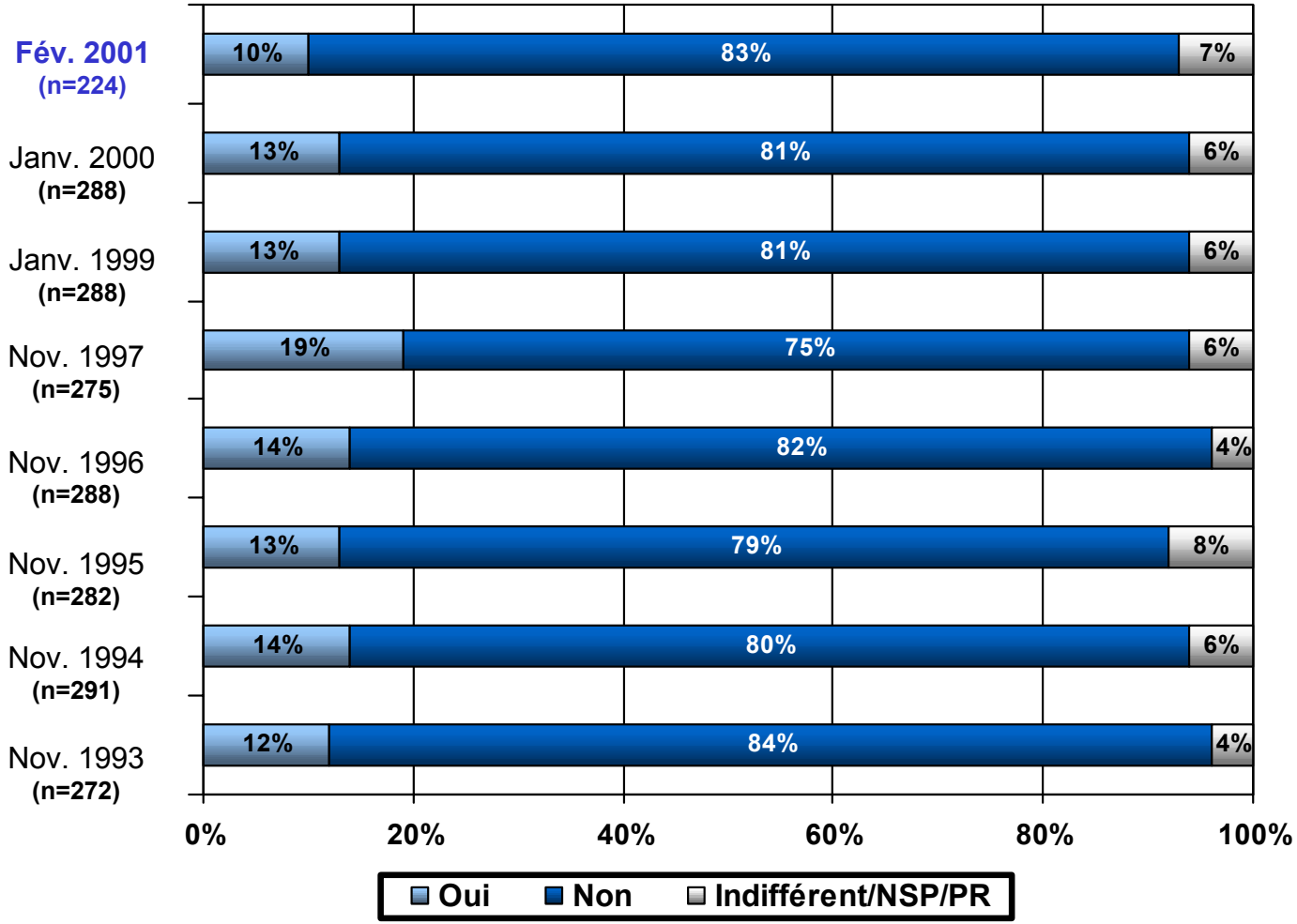
(population d'étude : grand public, travailleurs syndiqués seulement)



NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.
Q21. Si vous aviez le choix, préféreriez-vous…

DÉSIR DE SYNDICALISATION CHEZ LES NON-SYNDIQUÉS (1993-2001)

(population d'étude : grand public, travailleurs non-syndiqués seulement)



Q22. Si vous n'êtes pas membre d'un syndicat actuellement, désirez-vous le devenir ?
NOTE : Pour les résultats antérieurs à novembre 1993, voir le rapport de novembre 1992.

PROFIL DES RÉPONDANTS

COMPARAISON ENTRE LA POPULATION ÉTUDIÉE ET L'ÉCHANTILLON D'ANALYSE AVANT ET APRÈS PONDÉRATION

(Population d'étude : grand public)

	Population * N= 5 377 910		Échantillon n=500		
	N	%	n	%	% pondéré
RÉGION					
Montréal métro	2 536 075	47	250	50	47
Reste du Québec	2 841 835	53	250	50	53
SEXE					
Masculin	2 604 030	48	231	46	48
Féminin	2 773 880	52	269	54	52
GROUPE D'ÂGE					
18-34 ans	1 736 525	32	147	30	32
35-54 ans	2 206 475	41	223	44	41
55 ans et plus	1 434 910	27	130	26	27
LANGUE D'USAGE					
Français	4 440 815	83	439	88	83
Anglais, autre	937 085	17	43	13	17

* Population hors institution âgée de 18 ans et plus selon la région, le sexe, l'âge et la langue d'usage.
Source : Recensement, 1996.

AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ÉTUDIÉE

(Population d'étude : grand public)

	TOTAL n= 500	% pondéré
SCOLARITÉ		
7 années ou moins	35	7
8-12 années	185	37
13-15 années	155	31
16 années et plus	124	25
REVENU ANNUEL TOTAL DU FOYER		
Moins de 20 000 $	68	14
De 20 000 $ à 39 999 $	160	32
De 40 000 $ à 59 999 $	116	24
60 000 $ et plus	111	22
NSP/PR	45	9
ACTIVITÉ PRINCIPALE		
travailleurs à temps plein ou à temps partiel	325	65
en chômage ou à la recherche d'un emploi	18	4
à la maison à temps plein	34	7
Retraités	85	17
Étudiants	36	7

AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ÉTUDIÉE (SUITE)

(Population d'étude : grand public)

	TOTAL n= 500	% pondéré
SECTEUR D'ACTIVITÉ (population active)	**(n=343)**	
privé	183	55
public et para-public	115	34
Autonome	41	12
APPARTENANCE SYNDICALE DES TRAVAILLEURS (population active)	**(n=343)**	
Syndiqués	119	34

CARACTÉRISTIQUES DES MEMBRES DU CPQ AYANT PARTICIPÉ AU SONDAGE

	TOTAL n= 100 %
TITRE AU SEIN DE L'ENTREPRISE	
Président, PDG	39
Propriétaire, associé	5
Vice-président, adjoint du vice-président	14
Directeur général, gérant	17
Directeur de service, contrôleur, administrateur	8
Autre	15
SECTEUR D'ACTIVITÉ	
Exploitation de matières premières	10
Fabrication	19
Services publics	21
Commerce de gros et de détail	8
Finance/immobilier/assurances	7
Services personnels et aux entreprises	22
Autres	13

	TOTAL n= 100 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS	
1 à 49 employés	22
De 50 à 199 employés	25
De 200 à 499 employés	21
500 employés et plus	32
TAUX DE SYNDICALISATION DES ENTREPRISES	
Syndiquées	45
SEXE DES RÉPONDANTS	
Masculin	92
Féminin	8